

# KOSOVO

## L'étrange armée des ombres

Christophe Chiclet

*Victime de la répression des autorités serbes depuis dix ans, les Albanais du Kosovo, ou Kosovars, avaient choisi la désobéissance civile et le combat pacifiste. Mais dans l'ombre, une poignée d'adeptes de la lutte armée préparaient en silence l'affrontement militaire. Depuis février 1998, l'Armée de libération du Kosovo (UÇK: Ushtrija Çlirimtarë e Kosovës) est devenue un acteur incontournable, pris en compte par tous les acteurs de ce drame.*

Peuplé de deux millions d'habitants dont 90 % d'Albanais, le Kosovo est une province serbe jouxtant l'Albanie, le Monténégro et la Macédoine. Une terre, pour deux peuples; son histoire est celle du flux et du reflux des populations serbes <sup>1</sup>. Berceau de la Serbie médiévale avec son siège ecclésiastique à Pec et sa fameuse bataille de Kosovo Polje en 1389. Au cours des siècles, à chaque fois que le pouvoir serbe s'est affaibli, les Albanais se sont fait plus pressants, chassant les paysans serbes. En revanche, quand le nationalisme serbe relève la tête, les Albanais sont les premiers à souffrir du centralisme de Belgrade. Ils sont alors obligés de partir vers l'Empire ottoman, puis la Turquie et l'Europe occidentale. Bref, les deux peuples ont toujours eu un développement parallèle, sans jamais se mêler, parfois dans la bonne entente, souvent dans l'affrontement.

### Les podromes de l'UÇK

Si le Kosovo a une indéniable valeur historico-nationale pour les Serbes, il en est de même pour les Albanais. C'est à Prizren qu'est formalisé le mouvement national albanais en 1878. Les élites kosovars ont

toujours été à la pointe de la lutte pour la création de l'État-nation albanais, regroupant tous les Albanais, du Monténégro à l'Épire grec, de l'Adriatique à la plaine du Vardar.

N'acceptant pas le charcutage des frontières en 1913 et 1918, les Kosovars de la Drenica (centre du Kosovo) se révoltent de 1918 à 1923. C'est le mouvement Kaçak, dirigé par Azem Bejta (1889-1924) et sa femme Shote Galica. Il faudra toute la rigueur de l'armée royale yougoslave, déjà à dominante serbe, pour mettre fin à la rébellion.

Même schéma, dans la même région de 1944 à 1948. 8 000 partisans albanais anticomunistes, dirigés par Shaban Polluja, tiennent le maquis pendant quatre ans. La jeune JNA (Armée nationale yougoslave), issue des maquis du maréchal Tito, ramènera le calme au prix de 40 000 morts.

Avec la rupture entre Tito et Staline en 1948, les relations sont coupées entre Tirana et Belgrade. Ce n'est que durant quelque temps dans les années 60 que les relations bilatérales s'amélioreront, mais le nationalisme albanais ne désarme pas en Yougoslavie (manifestations à Prishtina en 1968). Des groupes de jeunes Kosovars fondent dans les années 70 des mouvements clandestins marxistes-léninistes, pro-Enver Hodja <sup>2</sup>.

Sentant le danger venir et voulant aussi combattre le nationalisme serbe, Tito, lors de la promulgation de la constitution de 1974, accorde l'autonomie au Kosovo et à la Voïvodine, au sein de la République fédérée de Serbie. Prishtina va alors devenir le centre de la renaissance culturelle et politique albanaise. Forts de leurs institutions et de leur université, les Kosovars prennent en main pour la première fois leur destinée. Tous les emplois sont albanisés et les Serbes recommencent à partir. Les Albanais de Macédoine s'installent alors en nombre au Kosovo, accédant à des postes importants dans la région autonome (université, TV...).

Ayant droit de veto dans les instances fédérales, les Kosovars demandent alors à devenir la septième République de la Yougoslavie, à égalité avec la Slovénie, la Croatie, la Bosnie, le Monténégro, la Serbie et la Macédoine.

La mort de Tito en mai 1980 et le début de la grave crise économique yougoslave vont mettre le feu aux poudres au Kosovo. Durant le printemps 1981, des milliers d'étudiants descendent dans les rues de Prishtina, demandant le statut de République à part entière. La répression est sévère. C'est depuis cette époque que l'on entend régulièrement le slogan: « *La guerre a commencé au Kosovo. Elle finira au Kosovo* ».

Les militants (étudiants et professeurs) de la révolte de Prishtina prennent alors le chemin de l'exil vers la Turquie, la Suisse et l'Allemagne, rejoignant les cellules marxistes-léninistes à l'étranger en liaison avec la pègre kosovar. Tout ce petit monde commence à s'organiser sous l'oeil de quelques officiers de la terrible Sigurimi, la police politique d'Enver Hodja. L'un de ces spécialistes du Kosovo qui commence sa carrière sous Hodja, la poursuit sous son successeur Ramiz Alia et aurait repris du service sous Fatos Nano<sup>3</sup>, est un certain Djavit Haliti, basé en Suisse.

En février 1982, des militants kosovars maoïstes-enveristes fondent à Ada Pazar, un quartier d'Izmir (Turquie), le LRSJH (Mouvement pour la République albanaise de Yougoslavie). Cette fondation est officialisée trois mois plus tard en Suisse. En effet, si la France est le lieu de prédilection de l'émigration économique serbe, l'Allemagne de la croate, la Suisse est celle de la kosovar. Le LRSJH est née de la fusion de quatre groupuscules marxistes-léninistes:

— Front populaire.

— Parti communiste marxiste léniniste de Yougoslavie, fondé en 1973-1974.

— Mouvement pour la libération du Kosovo et des territoires albanais occupés, fondé par Jusuf et Bardosh Gërvalla qui dispose d'un groupe clandestin à Decani dans l'ouest du Kosovo, dès 1980.

— Organisation marxiste léniniste du Kosovo de Kadri Zeka.

En janvier 1983, le LRSJH connaît une scission. Des militants adeptes de la « guerre populaire prolongée » fondent le LKÇK (Mouvement national pour la libération du Kosovo). C'est aujourd'hui le plus secret des partis politiques kosovars qui dit disposer d'une milice de 1 000 hommes, les *Aigles noirs*.

Mais l'UDBA (les services secrets civils yougoslaves) veillent au grain, d'autant que les Kosovars sont passés au terrorisme en Belgique en août 1981 et mars 1982, tuant trois Yougoslaves à Bruxelles. En 1983, l'UDBA élimine les frères Gërvalla et Kadri Zeka dans la banlieue de Stuttgart. Ces derniers étaient en liaison avec la pègre albano-suisse de Biel, mélangeant politique et trafic. Les services font aussi exploser la maison de Djavit Haliti à Zurich en 1990, avec l'aide d'une bombe à fragmentation.

Pensant que le cadre yougoslave est désormais dépassé, le LRSJH se transforme en LRPK (Mouvement pour la République populaire du Kosovo) en 1985. Le 8 novembre 1987, il tente sans succès d'enlever le consul de Yougoslavie à Stuttgart, espérant obtenir la libération de Adem Demaçi<sup>4</sup>.

## La naissance de l'UÇK

Le « national-communisme » des nouveaux dirigeants de Belgrade va se faire les dents sur le dossier le plus « facile » : le Kosovo. L'albanisation obligatoire de la région, suite à l'autonomie de 1974, a créé de réelles rancœurs chez les populations serbes. Par ailleurs, 1989, année où Slobodan Milosévic devient le seul patron de la Serbie, coïncide avec le sixième centenaire de la bataille de Kosovo Polje. Le nouveau *kniaz* (prince) de Belgrade rameute les foules pour commémorer l'événement. Dans la foulée, il en profite pour annuler l'autonomie du Kosovo et de la Voïvodine. Les fonctionnaires albanais sont licenciés, l'université fermée, la région quadrillée par les forces de sécurité, les étrangers interdits. Le huis-clos commence dans l'indifférence générale d'autant qu'en 1991-1992, l'opinion publique internationale se focalise sur la Croatie puis sur la Bosnie.

Sous la houlette d'Ibrahim Rugova, président de la Ligue démocratique du Kosovo (LIDK), les Kosovars font preuve d'une extraordinaire maturité politique. Ils construisent une société parallèle fonctionnant quasi clandestinement avec écoles, facultés, dispensaires et dotée une expression politique, se donnant un parlement avec ses députés, son président (I. Rugova), son gouvernement et même une ambassade ouverte à Tirana. Une partie du gouvernement clandestin s'installe en exil en Allemagne et en Suisse, comme Bujar Bukoshi et Djafer Shatri <sup>5</sup>.

Avec la fin de la guerre en Bosnie et les accords de Dayton à l'automne 1995, les Kosovars espèrent. D'autant qu'en septembre 1996, Rugova et Milosévic signent un accord sur la réouverture des écoles albanaises. Mais l'entêtement du dernier, en proie à une opposition interne et à des divergences avec le cousin monténégrin, bloque toute ouverture, refusant d'appliquer l'accord sur l'éducation.

Les pacifistes de la LDK voyant l'échec de leur sage politique, commencent à douter, d'autant que les nationalistes ex-marxistes-léninistes sont en embuscade. Adem Demaçi et Rexhep Qosja <sup>6</sup>, les deux grands symboles de la grande Albanie, commencent à dénoncer le pacifisme, rejoint même par Bujar Bukoshi, Premier ministre du gouvernement d'Ibrahim Rugova, installé à Bonn. Par ailleurs les marxistes-léninistes du LRPK ont organisé en 1991 leur deuxième Réunion générale dans le village de Ujmir au Kosovo, qu'ils contrôlent militairement. La troisième Réunion générale a lieu à Prishtina en 1993. Le LRPK s'y transforme en LPK (Mouvement Populaire du Kosovo).

C'est dans ce contexte de flottement qu'une mystérieuse UÇK

revendique, le 11 février 1996, un attentat à la bombe contre un camp de réfugiés serbes de la Krajina, installés au Kosovo. Fin avril, elle tue huit policiers serbes en civil à Decani et Pec, puis quatre autres en mai-juin à Glogovac, Podujevo et Mitrovica.

Cette armée avait annoncé sa naissance en 1992-93. Pendant trois ans, elle s'était patiemment organisée en silence. Sa direction collégiale clandestine a pris soin de se diviser: une partie à Prishtina, une partie en Suisse. Un camp d'entraînement aurait été ouvert dans le nord de l'Albanie, protégé-controlé par le SHIK, les services secrets du président albanais de l'époque, Sali Bérisha. Les premiers partisans de l'UÇK ont été formés militairement par des officiers de l'Albanie à la retraite et par des officiers kosovars, déserteurs de la JNA en 1991-92, ayant servi dans les armées croate et slovène, comme le général Regim Hademi qui a participé à des atrocités lors de l'offensive croate contre la Krajina serbe en août 1995.

Les premiers financements provenaient du trafic de drogue en Suisse, en Allemagne méridionale et dans l'est de la France, mais surtout de différentes escroqueries commises dans ces trois pays. C'est ainsi que des militants du LPK sont arrêtés à Paris fin 1997 dans l'affaire des fausses factures du Sentier.

### Incontournable UÇK ?

En 1996-97, Ibrahim Rugova feignait encore de douter de l'existence de l'UÇK, disant qu'il devait s'agir d'une intoxication des services serbes (UDBA-police; KOS-armée). Pourtant l'organisation militaire montait tranquillement en puissance: entraînement, recrutement, financement, armement, sympathisants.

L'UÇK passe l'année 1996 à recruter des chefs de clans locaux, surtout dans les régions traditionnellement rebelles et/ou stratégiques: Drenica centrale, frontières du Monténégro et de l'Albanie. Le Kosovo, comme l'Albanie septentrionale, fonctionne sur un système de chefferies claniques. En s'assurant le concours de chefs de clans, l'UÇK s'assure de solides bases locales, servant de réserve aux « combattants à plein temps ». Ces derniers sont organisés en 1997 sous le nom « d'Unités d'action rapide ». Quelques dizaines au départ, quelques centaines fin 1997. Particulièrement bien informées, ces unités commencent par tuer les « Albanais traîtres », en l'occurrence, les Kosovars qui travaillent dans les centres d'écoutes locaux du KOS. En janvier 1997, trois Kosovars sont tués par l'UÇK: Malik Seholi, Fazil Hasani, Zun Durmishaj. Le 2 avril l'UÇK

rend publique sa plate-forme à travers la radio allemande Deutsche Welle et à l'automne, elle attaque six commissariats. Enfin, pour bien prouver à l'opinion publique internationale, à Belgrade et au président Rugova, son existence, trois partisans de l'UÇK apparaissent en uniforme et cagoulés à Skenderaj lors de l'enterrement de l'un des leurs le 28 novembre.

Les autorités serbes commencent à s'inquiéter de ces premières violences. Le 2 février 1997, trois Uçkistes sont tués par la police, et des procès s'ouvrent en mai et en juillet contre des membres du LKÇK et de l'UÇK.

La révolte du sud de l'Albanie au printemps 1997 va être une chance énorme pour l'UÇK. En effet, plus d'un million d'armes sont pillées et une grande partie prend le chemin du Kosovo contre quelques poignées de dollars. C'est donc début 1998, après cinq ans de préparation, qu'elle décide de passer à l'offensive. Le 7 janvier, elle publie son fameux communiqué numéro 41, annonçant l'extension de sa guerre à la « zone 2 », c'est-à-dire à la République de Macédoine, le maillon le plus faible de la région, comparé à la Serbie et à la Grèce.

A la mi-février, elle décide de transformer la Drenica en zone libérée, ce qui entraîne la première contre-offensive de la police et de l'armée serbe et la mort au combat d'un chef de clan local, Adem Jashari. Fin mars, l'UÇK s'en prend physiquement aux Gorancis, minorité macédonienne islamisée du sud du Kosovo. En mai, les combats se déplacent à la frontière albanaise, lieu de transit des armes. La JNA espère couper les partisans de leur approvisionnement. C'est alors que plusieurs milliers de civils viennent se réfugier en Albanie et au Monténégro. Au même moment deux bombes explosent dans des commissariats de police en Macédoine (Gostivar et Skopje), dans le but d'aviver les tensions entre Albanais et Macédoniens. En juin, l'UÇK déclare contrôler 30 % du territoire et annonce que, durant l'été, elle sera aux abords de Prishtina.

Alors que, les 15 et 22 mai 1998, Rugova et Milosevic se rencontrent pour négocier sous les auspices des Américains, l'UÇK reçoit le soutien officiel d'Adem Demaçi le 2 juin et le 13, elle commence à dévoiler une structure politique en nommant un porte-parole: Jakup Krasniqi<sup>7</sup>. Le 19 juin, elle annonce une grande offensive. Sa stratégie est claire. Elle n'hésite pas à envoyer ses hommes à la mort pour que chaque famille kosovar, chaque clan, aient un martyr à venger comme le veut le *Kanum*. Dans ce cas, les frères de la victime doivent la venger et donc prendre les armes. A la mi-juillet le bilan est déjà de 500 morts.

Ayant rencontré Richard Holbrooke, le négociateur américain, à Junik le 24 juin, l'UÇK montre son vrai visage. Le 18 juillet, Jakup Krasniqi se

déclare en faveur de la grande Albanie et souhaite porter la guerre en Macédoine et au Monténégro. Il annonce aussi que son organisation ne reconnaît pas le nouveau parlement<sup>8</sup>. Cependant, ce dernier reconnaîtra la légitimité de l'organisation militaire dès le 23 juillet.

Enfin, le 13 août, l'UÇK annonce la formation d'un Comité politique de six personnes qui représente bien la réalité du mouvement: trois sur le terrain, trois en Suisse; des Kosovars, mais aussi des Albanais et des Albano-macédoniens; des membres du LPK et d'autres<sup>9</sup>.

Face à la contre offensive des forces serbes<sup>10</sup>, l'UÇK fidèle à son ultranationalisme « grand-albanais » teinté de marxisme-léninisme, tente d'étendre son influence sur les Albanais d'Albanie et de Macédoine. Pour cela, elle va viser les communautés diasporiques en Italie et en Suisse.

### Les réseaux de soutien

Sans des bases arrières dans les Balkans et une solide pénétration de la diaspora, l'UÇK n'aurait pas pu résister à la contre offensive serbe. La pièce maîtresse de ce dispositif est l'association *Vendlindja Therret* (VT : *La Patrie t'appelle*) fondée par le LPK en 1997. Elle est chargée de collecter des fonds pour soutenir la lutte armée. Elle dispose de filiale en France (Vaux-en-Velin, Paris, Mulhouse), Croatie (Zagreb), Slovénie (Ljubljana), Tchéquie (Brno), Liechtenstein-Saint Gall, Allemagne (Bonn, Hanovre, Stuttgart, Francfort), Autriche (Vienne), Italie (Milan, Ancône, Cemba), Belgique (Bruxelles), Pays-Bas, Grande-Bretagne (Londres), Danemark, Norvège, Suède, Finlande, États-Unis, Canada, Australie (Melbourne), ainsi que dans tous les cantons suisses. C'est d'ailleurs en Suisse que l'argent était centralisé. Jusqu'en mai 1998, VT avait un compte à l'UBS (Union des banques suisses), mais cette dernière ne voulant pas d'ennui, a fermé le compte. VT est alors parti à l'Alternativ Bank à Olten. Le 26 juillet, le juge fédéral Carla Delle Ponte a gelé le compte numéro 46-110-7 de VT à l'ABS. Il n'y avait que 100 000 francs suisses, car la majorité de l'argent voyage désormais en liquide dans des valises.

En Albanie, l'UÇK dispose dans le nord de bases de repli et de repos et vient s'approvisionner en armes, sous la protection des hommes de l'ancien président Bérisha. Les militants marxistes-léninistes quant à eux, grâce à leurs bonnes relations avec le régime socialiste, se promènent ouvertement dans Tirana, comme Ibrahim Kelmendi du LPK et Sedji Vesseli du LKÇK. L'UÇK contrôle aussi le camp de réfugiés du port de Durres où elle reçoit armes et intendance.

En Macédoine, l'UÇK dispose de caches d'armes, de nourritures et de médicaments dans la région de Débar et dans la ville de Velesta. Ses cellules clandestines commettent quelques attentats et font pression sur les partis politiques des Albanais de Macédoine, en particulier sur le PDSH (Parti Démocratique des Albanais, dirigé par Arben Xhaféri). Le 28 septembre 1998, la police macédonienne a démantelé un réseau, arrêtant quatre personnes et lançant un mandat d'arrêt contre trois autres. La plupart étaient des étudiants de l'université albanaise non reconnue de Tetovo, fief des indépendantistes locaux. En Bulgarie, quelques militants basés à Sofia, ayant reçu à Bruxelles des passeports bulgares, s'occupent du trafic d'armes. En Croatie, les Albanais catholiques installés servent d'intermédiaires entre l'UÇK et les vendeurs d'armes locaux. En effet, les armes provenant du pillage des armureries albanaises au printemps 1997 sont désormais à bout de course. La nouvelle filière d'approvisionnement vient ou transite par la Croatie, embarquée dans les ports de l'Adriatique sur des bateaux turcs.

En Turquie, un camp d'entraînement aurait fonctionné un moment en liaison avec le MIT (services turcs). En Suisse, le journal *La Voix du Kosovo* (*Zëri i Kosovës*), basé à Aarau, dirigé par Bislim Elshani puis Adman Hasllani, soutient ouvertement l'UÇK. Le responsable du LPK pour l'étranger et pour les militants clandestins au Kosovo est Fazli Veliu, basé à Emmenbrück. La huitième réunion générale du LPK en diaspora a d'ailleurs eu lieu en Suisse les 2-3 mai 1998. Six jours plus tard, huit organisations pro-UÇK se réunissaient à Lucerne, créant « L'État-major de la mobilisation en Suisse ». Par ailleurs d'étranges sociétés aux moultes filiales dans le Golfe et dans la CEI sont basées à Zurich et Lugano <sup>11</sup>. En Allemagne, des militants sont actifs à Bonn, Bitburg, Cologne et Francfort. De hauts responsables de l'UÇK y ont rencontré les services de renseignement allemands (BND et BFD). En échange d'une aide allemande, la direction de l'UÇK à l'étranger a promis de ne commettre aucune action terroriste dans l'Union européenne. En France, les pro-UÇK sont proches des milieux croates de la capitale. Des groupes existent à Paris, Strasbourg et Vaux-en-Velin. Enfin, l'Italie permet aux Uçkistes de travailler la forte immigration albanaise d'Albanie et d'utiliser les liaisons des trafiquants entre Bari, Brindisi, Lecce et Durres, tout en étant à proximité de l'allié croate.

### Réaction rugovienne

Chez les politiques de la LDK, c'est la consternation. L'aile militaire est

en train de prendre le dessus sur les pacifistes. Les Occidentaux commencent à prendre contact avec les « uçkistes » et Ibrahim Rugova demande, sans succès, aux combattants de se mettre sous le contrôle des autorités politiques kosovars. Le schéma ressemble à la guerre d'indépendance algérienne où l'Armée de libération nationale (ALN) a pris le dessus sur le Front (FLN). Par ailleurs le PPK et une partie de la LDK soutiennent ouvertement l'UÇK.

À la fin de l'été 1998, suite à la défaite militaire de cette dernière, les durs de la LDK décident de créer leurs propres forces armées: les FARK (Forçat e Armatosura e Republik te Kosoves: Force Armée de la République du Kosovo). Ils reçoivent l'aval des Américains qui voient finalement d'un mauvais œil les « Khmers Rouges » balkaniques incontrôlables. Les Turcs auraient été chargés de l'entraînement et de la logistique et les Saoudiens du financement. Bujar Bukoshi et Ahmet Krasniqi doivent mettre en place les FARK. Ce dernier aurait dénoncé la 131<sup>e</sup> brigade UÇK et refusé de donner de l'argent à cette organisation. Le 18 septembre 1998, il était tué en plein Tirana par un commando Uçkiste.

Depuis les accords serbo-kosovars du 13 octobre 1998 sur le retrait des forces de Belgrade et l'arrivée d'observateurs de l'OSCE protégés par l'OTAN, les occidentaux craignent que l'UÇK, se voyant en perte de vitesse, n'organise des provocations voire passe au terrorisme à l'extérieur.

L'UÇK est encore capable d'organiser une guérilla prolongée sur le terrain, mais incapable de libérer militairement le Kosovo. Fruit de la répression crypto-communiste serbe, elle est devenue en quelques mois un symbole pour les Kosovars et les Albano-macédoniens. En revanche, les Albanais d'Albanie sont très méfiants face à ces turbulents cousins. D'ailleurs, ses origines militaro-marxistes léninistes font craindre des dérives de style « Khmers rouges ». Leurs actions de déstabilisation de la fragile République de Macédoine sont lourdes de dangers, d'autant que ces milieux commencent aussi à s'intéresser à la Çamaria<sup>12</sup> grecque. L'échec des grandes Bulgarie, Grèce, Serbie ne semble pas servir de leçon à ces adeptes de la grande Albanie.

*Christophe Chiclet est journaliste.*

## Notes :

1. Voir Miranda Vickers: *"Between Serb and Albanian. A History of Kosovo"*, Londres, 1998 et Noel Malcolm: *"Kosovo. A short history"*, New-York, 1998.
2. Enver Hodja (1908-1985): né à Girokaster dans une famille de la bourgeoisie tosk. Étudiant à Montpellier en 1930-31, secrétaire au consulat d'Albanie à Bruxelles en 1933. Professeur de français en Albanie de 1936 à 1939. Membre du groupe communiste de Korça en 1936. Fondateur du PC albanais en novembre 1941. Secrétaire général du PCA de 1943 à 1985. Commandant en chef de l'Armée de libération nationale en 1944. Dirigeant du pays de 1944 à 1985. Rompt avec les Yougoslaves en 1948, avec les Soviétiques en 1961 puis avec les Chinois en 1977.
3. Leader du Parti socialiste albanais, ex-communiste, en prison de 1992 à 1997, premier ministre de juillet 1997 à septembre 1998.
4. Adem Demaçi: né en 1936, étudiant en lettre à Belgrade puis en droit à Prishtina et en littérature. Écrivain kosovar pro Hodja. En prison de 1958 à 1990. Président du Parti parlementaire du Kosovo, deuxième force politique de la région, depuis 1996. Partisan de la grande Albanie, proche de l'UÇK.
5. Bujar Bukoshi: né en 1948, urologue, premier ministre du Kosovo; Djafer Shatri: ministre de l'information du Kosovo, détenteur d'un passeport diplomatique albanais.
6. Rexhep Qosja: né en 1936, critique littéraire et romancier, professeur à l'université de Prishtina, dirigeant du Mouvement Démocratique Albanais, scission de la LDK en 1998.
7. Né le 1er janvier 1951 à Negroc dans la Drenica, professeur.
8. Le 22 mars 1998, les Kosovars ont élu leur nouveau parlement clandestin. Malgré les appels au boycott de l'UCK, le taux de participation fut de 84% et la LDK l'a largement emporté.
9. Bardhyl Mahmuti (LPK, Albano-macédonien), Djafer Haliti (ex-Sigurimi, Albanais), Jakup Krasniqi (Kosovar), Hashim Thaçi (Kosovar), Faton Mehmetaj, Sokol Bashota.
10. 18-19 juillet destruction de deux colonnes Uçkistes venant d'Albanie, reprise de Orahovac le 21 juillet, de Lapusnik le 26, de Kijevo le 27, de Malisevo le 28, de Junik le 16 août.
11. Isag Trading AG, 24 rue des Industries (Volketswil-Zürich), avec filiales à Amman, Paris, Londres, Prishtina et Tirana, était dirigée par Hajdin Sejdiija qui aimait poser avec les grands de ce monde devant les photographes. Condamné récemment à sept ans de prison en Suisse, il vit dans une luxueuse villa de Prishtina et possède un passeport turc et un passeport de service maltais. A l'automne 1998, il part en Turquie pour acheter des armes. Sejdiija semble aussi lié à une tentative d'escroquerie d'une société franco-italienne de machines outils. Quant aux services de renseignements occidentaux, ils s'intéressent aussi à la Mabetex à Lugano.
12. La Çamaria est une région de l'Épire du sud grecque. Les Albanais çams sont chassés de Grèce en août 1944 par les partisans anticommunistes de l'EDES. Pour les "Uçkistes" la Çamaria s'étendrait de la mer Ionienne à Kastoria, soit trois à quatre fois plus que sa superficie réelle.